



*Comité économique et social européen*

## **FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DES BALKANS OCCIDENTAUX**

Bruxelles, 27-28 mars 2006

### **CONCLUSIONS**

Le Comité économique et social européen, représentant des composantes économiques et sociales de la société civile organisée de l'Union européenne, a organisé le premier Forum de la société civile des Balkans occidentaux. Il a rassemblé près de 200 participants représentant les organisations de la société civile des Balkans occidentaux, le Comité économique et social européen, les organisations socio-professionnelles européennes et internationales, les ONG européennes, les Conseils économiques et sociaux des États membres de l'Union européenne et des Balkans occidentaux, les institutions européennes et les organisations internationales. La tenue de ce Forum a démontré la volonté des acteurs de la société civile de se rassembler par-delà les frontières pour réfléchir à un meilleur avenir en commun. Les participants ont souligné l'importance pour l'Union européenne et les gouvernements de la région d'écouter la voix de la société civile des Balkans occidentaux.

Au terme de deux jours de débat, les participants au Forum ont adopté les conclusions suivantes:

#### **Observations générales**

1. Les participants prennent note du résultat de la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'UE organisée à Salzbourg les 10 et 11 mars 2006. La vocation européenne des pays des Balkans occidentaux a été réaffirmée de même que le soutien apporté à l'Agenda élaboré lors du Sommet de Thessalonique en juin 2003.
2. Cependant, les participants constatent que les conséquences des conflits ayant meurtri la région ces quinze dernières années sont toujours palpables. La paix demeure un processus fragile, lié notamment à la pérennisation de constructions étatiques récentes et parfois contestées. Par ailleurs, la cohabitation entre les différentes communautés reste parfois problématique, et cela d'autant plus que la question du retour des réfugiés n'est pas réglée partout.
3. Au-delà de questions purement politiques, les participants tiennent à rappeler que la lutte contre la pauvreté et la corruption sont aussi des défis majeurs pour l'avenir de la région.

4. L'année 2006, déjà riche d'événements politiques et symboliques marquants, s'annonce décisive pour l'avenir de la Serbie-Monténégro et de la stabilité régionale avec la tenue du référendum pour l'indépendance du Monténégro le 21 mai et les négociations au sujet du futur statut de la province du Kosovo.
5. Dans ce contexte, les participants estiment indispensable que le Processus de Stabilisation et d'Association soit poursuivi à un rythme soutenu. L'UE doit s'affirmer définitivement comme un acteur politique et financier majeur dans la région, afin de ne plus reproduire les erreurs commises dans les années 1990.
6. Enfin, les participants accueillent favorablement la volonté affichée dans la récente communication de la Commission européenne "Les Balkans sur la voie de l'UE: renforcer la stabilité et la prospérité" de renforcer le dialogue avec la société civile et de favoriser le développement de cette dernière.

### **La situation de la société civile des Balkans occidentaux**

7. Les participants saluent le développement continu d'une société civile organisée dans les pays des Balkans occidentaux. La liberté d'association est garantie et a permis le développement d'organisations de la société civile abordant des thèmes variés. Les organisations patronales et syndicales ont notamment profité de ce mouvement d'ensemble.
8. Cependant, cette abondance est en partie liée à des facteurs conjoncturels, dont notamment l'afflux de financements internationaux consécutifs aux conflits des années 1990. Avec la réduction progressive de l'impact de ces facteurs, certaines sources de financements pour les organisations de la société civile (OSC) vont peu à peu se tarir. Il faudra donc à ces organisations diversifier leurs sources de financements pour gagner en indépendance et pérenniser leurs activités;
9. La structuration du dialogue social et du dialogue civil et des partenariats actifs s'avèrent donc nécessaires pour améliorer l'impact des activités des OSC sur les différentes politiques des pays de la région.
10. Le dialogue social est toujours en phase de développement dans la région. Même si de nombreuses lois organisant le monde du travail ont été votées et que des Conseils économiques et sociaux sont peu à peu créés, force est de constater que la qualité du dialogue n'est pas encore satisfaisante, que ce soit entre le gouvernement et les partenaires sociaux ou entre les partenaires sociaux eux-mêmes. Par ailleurs, les CES existants ont parfois du mal à assurer en leur sein une représentation effective des partenaires sociaux actifs.
11. Le nombre considérable d'organisations de la société civile actives dans les pays de la région, travaillant dans des domaines très variés (éducation, lutte contre la pauvreté, retour des réfugiés, égalité hommes/femmes, droits des minorités, etc.), est une base encourageante pour l'avenir du dialogue civil dans les Balkans occidentaux. Cependant, elles auront deux défis

majeurs à relever dans un proche avenir: convaincre les gouvernements de la région de la nécessité d'avoir un dialogue structuré et constructif avec elles; mieux se coordonner entre elles et développer une coopération efficace avec les partenaires sociaux.

12. Malgré tout, les participants rappellent qu'un dialogue social structuré et efficace est un atout essentiel pour le développement économique des pays de la région et par conséquent pour la lutte contre la pauvreté. De même, un dialogue civil régulier et accepté par tous permet de favoriser l'émergence des contre-pouvoirs indispensables au bon fonctionnement de la démocratie.

### **Recommandations aux gouvernements de la région, à l'UE et aux organisations actives dans la région**

13. Les participants demandent aux gouvernements des États de la région de rechercher systématiquement une issue pacifique aux contentieux politiques hérités des années 1990, afin de garantir à la population la sécurité et le développement économique dont la région a tant besoin. Le règlement de ces contentieux doit se faire dans le respect absolu des droits des minorités.
14. Les participants appellent les gouvernements des États de la région à pleinement respecter les activités des organisations de la société civile légitimes, à favoriser le développement du dialogue social et du dialogue civil, notamment par l'élaboration d'un cadre réglementaire adéquat, et, au-delà de ce stade, à prendre plus en compte les avis et recommandations ainsi que l'expertise des organisations de la société civile. Ils attendent de l'Union européenne qu'elle soutienne un tel processus.
15. Les participants invitent l'UE à s'affirmer comme le garant de la stabilité politique et économique de la région en maintenant l'objectif fixé à Thessalonique et réaffirmé à Salzbourg, à savoir l'adhésion des États de la région à l'UE.
16. Afin de respecter cet engagement, les participants demandent aux États membres de favoriser la mobilité entre les Balkans occidentaux et l'UE sous toutes ses formes, ce qui implique notamment d'assouplir la politique actuelle de délivrance des visas.
17. Les participants invitent l'UE à poursuivre le Processus de Stabilisation et d'Association en y associant de façon plus satisfaisante les organisations de la société civile. Cela doit se traduire notamment par l'inclusion dans les Accords de Stabilisation et d'Association à venir de la disposition prévoyant la création de Comités consultatifs mixtes entre la société civile de l'UE et celle des États signataires.
18. Les participants estiment que le futur Instrument d'assistance à la pré-adhésion doit permettre de lutter contre la pauvreté dans la région et contre les pires formes d'exploitation des êtres humains.

19. Les participants demandent également à la Commission européenne de prévoir dans le futur Instrument d'assistance à la pré-adhésion les lignes budgétaires nécessaires pour le financement des activités des organisations de la société civile, -certains exemples étant les domaines de l'éducation, de la lutte contre la corruption, de la défense des droits des minorités, de la promotion de l'égalité des chances, notamment l'égalité entre hommes et femmes-, et le développement du dialogue social et du dialogue civil.
20. Les participants invitent toutes les parties concernées (UE, États, Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est, organisations internationales, organisations socio-professionnelles, organisations de la société civile) à préserver la mobilisation en faveur de la région et la coordination de leurs activités sur le terrain, afin de répondre au mieux aux besoins de la population.
21. Les participants soutiennent notamment les activités menées par l'Organisation internationale du Travail et l'invitent à intensifier sa présence dans la région.

#### **Futures activités avec le CESE**

22. Les participants invitent le CESE à assurer le suivi de ce Forum par le biais de son Groupe de contact avec les Balkans occidentaux.
23. Afin de se doter d'un document de référence qui puisse être utilisé par tous, une étude approfondie sur la société civile dans les pays des Balkans occidentaux sera élaborée par le CESE en collaboration avec les organisations de la société civile de la région.
24. Le CESE s'engage à soutenir le développement du dialogue social et du dialogue civil dans la région, en collaboration notamment avec la Commission européenne et l'Organisation Internationale du Travail.
25. Ce soutien se traduira par des actions concrètes, à commencer par la création de Comités consultatifs mixtes avec les États ayant engagé leurs négociations d'adhésion à l'UE. Un premier CCM sera donc bientôt créé avec la Croatie.
26. Le CESE développera ses relations avec les CES existants de la région. Par ailleurs, il soutiendra la création de CES lorsque cela s'avèrera pertinent. Dans ce cadre, le CESE appuiera la mise en place d'un CES au niveau national en Bosnie-Herzégovine, en coopération avec les organisations impliquées dans ce projet.
27. Le cas échéant, le CESE appuiera et participera aux activités de différentes organisations de la société civile de la région, notamment dans le domaine de l'échange d'expérience et de bonnes pratiques.

28. Enfin, les participants prévoient d'organiser un deuxième Forum de la société civile des Balkans occidentaux au plus tard en 2008, afin de faire le bilan de l'évolution de la situation dans la région et de la collaboration entre le CESE et les organisations de la société civile des Balkans occidentaux.
-